

N° 5007³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI**portant modification de la loi du 15 décembre 2000
sur les services postaux et les services financiers postaux**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL

(8.11.2002)

Par lettre en date du 30 juillet 2002, M. le Ministre délégué aux Communications a fait parvenir à notre chambre professionnelle le projet de loi portant modification de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux.

*

1. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi sous avis a pour but de transposer en droit national la directive 2002/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 juin 2002 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne la poursuite de l'ouverture à la concurrence des services postaux de la Communauté.

Comme le titre l'indique, le but principal du projet de loi est donc de libéraliser encore plus le marché des services postaux, en ouvrant à la concurrence les envois dont le poids excède 100 grammes (ou dont le coût d'affranchissement est plus de 3 fois supérieur au tarif d'une lettre) à partir de l'année 2003. A partir de 2006, les envois dont le poids dépasse 50 grammes (ou dont le coût d'affranchissement est plus de 2,5 fois supérieur au tarif d'une lettre) seront soumis à la concurrence. Rappelons qu'actuellement, la limite est de 350 grammes, respectivement de 5 fois le tarif d'une lettre.

*

2. UNE LIBERALISATION TROP POUSSEE

Dans ses avis précédents en matière de dérégulation des services d'intérêt économique général, la Chambre de travail mettait toujours en garde contre un démantèlement du service public. Notre chambre ne se prononçait pas contre l'ouverture à la concurrence d'une part du marché de services postaux étant donné que cette ouverture ne représentait qu'une part minoritaire du marché postal. Il faut dire que l'Entreprise des postes et télécommunications (EPT) a bien maîtrisé cette libéralisation prudente.

Notre chambre ne peut cependant être d'accord avec la libéralisation projetée qui signifie une ouverture à la concurrence de 42% du chiffre d'affaires actuel de l'EPT à partir de 2003 et une ouverture de 48% de son chiffre d'affaires actuel à partir de 2006. Cette libéralisation pourrait mettre en danger l'opérateur luxembourgeois qui, vu sur le plan européen, est une petite société, dont la survie pourrait facilement être menacée, ce qui poserait des problèmes graves à un petit pays comme le Luxembourg.

La Chambre de travail regrette vivement que les instances politiques au Luxembourg n'aient plus beaucoup de choix en matière de transposition de cette directive. Notre chambre reconnaît que le Gouvernement ait pu maintenir dans le service réservé les envois transfrontaliers et le publipostage, parts importantes de l'activité de l'EPT, et qui étaient menacées lors de l'élaboration de la directive.

De manière générale, la Chambre de travail estime que les directives européennes ne tiennent pas compte des particularités des pays membres. Il est évident que le marché transfrontalier a un impact

beaucoup plus grand au Luxembourg que dans un pays comme la France. En outre, l'ouverture à la concurrence décidée par la directive de 1997 concernait 17% du marché postal luxembourgeois, alors qu'elle ne concernait que 5% du marché dans les autres Etats membres de l'UE.

Dans le projet de loi, elle accueille favorablement l'article 5, qui vise à ajouter un paragraphe (3) à l'article 20 de la loi du 15 décembre 2000 relatif à la transparence et la non-discrimination en matière de tarifs, et elle demande que le non-respect de cette clause soit efficacement sanctionné par l'Institut luxembourgeois de régulation.

La Chambre de travail peut cependant difficilement suivre l'interdiction de subventions croisées, et elle fait remarquer que cette pratique est très courante dans maintes sociétés commerciales.

*

3. MISE EN OEUVRE DE LA LIBERALISATION

Notre chambre proteste avant tout contre la manière avec laquelle cette libéralisation procède, manière qui tient essentiellement à la puissance des lobbies à Bruxelles. Ceci est à nouveau documenté par le fait que la Commission s'est apparemment basée sur 8 (!) études de cabinets de consultants pour ouvrir davantage à la concurrence le marché européen des services postaux. Notre chambre aimerait bien connaître le coût de ces 8 études.

La Chambre de travail estime que le chemin à suivre est plutôt celui prôné par le Conseil économique et social (CES) dans son avis du 31 octobre 2001 sur le rôle de l'Etat. Le CES se prononce en effet pour un débat démocratique et transparent avant d'adopter ce qu'il appelle une „approche contractuelle“, c'est-à-dire la séparation des activités entre le mandant (l'Etat) et le mandataire (l'opérateur chargé de fournir le service):

„Le CES estime que cette approche se justifie si elle permet plus de transparence, répond aux exigences de service universel et est surveillée par une insistance de régulation efficace. L'utilisation de cette approche doit se faire d'une façon démocratique et transparente et suite à une analyse prenant en considération des critères économiques, sociaux et écologiques, ainsi que le critère de qualité de service. La contractualisation requiert l'existence d'acteurs privés ou publics, marchands ou non-marchands ayant une expertise reconnue et satisfaisant aux standards de qualité, retenus par les autorités politiques après un débat politique démocratique, transparent et critique.“

*

4. NECESSITE DE L'ANALYSE DES CONSEQUENCES DE LA POLITIQUE DE LA LIBERALISATION DES SERVICES PUBLICS

Depuis un certain nombre d'années, une vague de libéralisation des services d'intérêt économique général a lieu en Europe (transport, télécommunications, services postaux, énergie). Cette libéralisation a pour objectif d'offrir des services de meilleure qualité à un prix plus bas du fait de l'introduction de la concurrence dans des secteurs régis jadis par des monopoles.

La Chambre de travail demande que ces bienfaits promis par la libéralisation soient documentés par des évaluations systématiques. Elle rappelle que les services d'intérêt économique général reposent souvent sur des monopoles naturels. L'intervention de l'Etat est nécessaire parce que ces services ne sont pas toujours profitables. Par exemple, le fait d'établir une ligne téléphonique avec une maison située loin d'un village en pleine campagne coûte très cher. Afin de garantir cependant ces services essentiels à tous les citoyens, ils étaient fournis par l'Etat et la péréquation garantissait que les grands clients payaient pour les petits.

La logique commerciale conduit cependant à une segmentation du marché où les sociétés commerciales convoitent les segments profitables. Pour ne pas exclure les autres clients de l'accès aux services, l'on a introduit le concept de service universel. Celui-ci doit être fourni à tout le monde qui fait la demande et c'est la loi qui oblige un ou plusieurs opérateurs à le fournir.

Il est donc particulièrement nécessaire d'évaluer les conséquences de la libéralisation en matière de prix et de qualité des services fournis, mais également en termes du nombre et de la qualité des emplois.

Si l'on peut constater une baisse générale des prix en ce qui concerne les télécommunications, ceci a trait à la révolution technologique dans ce domaine et la production et diffusion en masse des téléphones mobiles. Il est à remarquer que les tarifs de l'abonnement et des communications locales à partir des postes fixes n'ont pas baissé. La libéralisation de l'énergie électrique a bénéficié aux grands consommateurs industriels. Là où le marché a également été libéralisé pour les petits consommateurs (en Allemagne p.ex.), l'on ne constate guère de baisse des tarifs.

*

5. RESPONSABILITE EN MATIERE D'EMPLOI

La Chambre de travail met l'accent sur la nécessité de maintenir et de créer des emplois de qualité rémunérés de façon appropriée. Notre chambre rappelle que l'EPT a toujours su offrir des emplois à des travailleurs faiblement qualifiés, ce qui a contribué à la cohésion sociale au Luxembourg.

La Chambre de travail note que le but quelque peu ambitieux de l'Union européenne est de „*devenir l'économie basée sur la connaissance la plus concurrentielle et dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable avec plus et de meilleurs emplois ainsi qu'une plus grande cohésion sociale*“. Avec l'éclatement de la bulle spéculative dans le domaine des nouvelles technologies entraînant beaucoup de faillites et de pertes d'emplois, l'on peut douter de la possibilité d'atteindre cet objectif à moyen terme.

En outre, la libéralisation dans le domaine des services d'intérêt économique général a aussi contribué à une externalisation d'activités créatrice d'emplois, certes, mais d'emplois faiblement rémunérés.

*

6. REVERSIBILITE DE LA LIBERALISATION

Si l'évaluation des résultats de la libéralisation faisait état d'effets négatifs et montrait que les objectifs affichés ne sont pas atteints, le choix devrait être réversible. Ceci est d'ailleurs également une recommandation contenue dans l'avis du Conseil économique et social sur le rôle de l'Etat cité ci-dessus.

En attendant, la Chambre de travail se prononce contre toutes tentatives supplémentaires de libéralisation des services publics.

Luxembourg, le 8 novembre 2002

Pour la Chambre de Travail:

Le Directeur,
Marcel DETAILLE

Le Président,
Henri BOSSI

